



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/URGENT-Demandez-la-liberation>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **URGENT - Demandez la libération immédiate de Golden Misabiko**

27 juillet 2009

URGENT - Demandez la libération immédiate de Golden Misabiko

Vous pouvez téléphoner à l'Ambassade de la République démocratique du Congo à Paris au 01 42 25 57 50

ou bien recopier (ou réécrire à votre convenance) le message ci-dessous et l'envoyer à :

amb.rdc.paris@wanadoo.fr ;
chancellerie@ambardcparis.com ;
min_droitshumains@yahoo.fr ;
missionrdc@bluewin.ch ;

et en copie à :

asadhokat@ic-lubum.cd ;
cdh@ic-lubum.cd ;
licofrdc@yahoo.fr ;

MESSAGE

Madame, Monsieur,

nous vous prions de faire savoir aux plus hautes autorités de la République démocratique du Congo que nous demandons la libération immédiate de Monsieur Golden Misabiko, président de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) au Katanga, qui a été arrêté vendredi par des membres de l'Agence nationale de renseignements (ANR) et transféré samedi au palais de justice de Lubumbashi.

Il apparaît que M. Misabiko et l'Asadho-Katanga sont inquiétés pour avoir publié récemment un

rapport qui révèle que l'exploitation de la mine d'uranium de Shinkolobwe au Katanga est illégale et "dangereuse pour la santé publique", et qui dénonce "le rôle joué par certaines institutions étatiques" dans l'exploitation de la mine, notamment les services "de renseignements militaires, le Parquet militaire, la police des mines et des hydrocarbures" et certaines autorités locales. Non seulement M. Misabiko et l'Asadho-Katanga ne devraient pas être inquiétés, mais ils devraient même être félicités pour ce rapport courageux et édifiant.

Par ailleurs, l'exploitation de la mine de Shinkolobwe a été attribuée à la multinationale Areva dont nous connaissons les méthodes antidémocratiques et néocoloniales. Sachant qu'elle a durablement contaminé, avec ses activités d'extraction d'uranium, de nombreuses zones de France et du Niger, nous ne saurions trop recommander la plus grande méfiance vis à vis de la société Areva.

Dans l'immédiat, nous demandons la libération sans condition de M. Misabiko et l'abandon de toute poursuite ou intimidation à l'encontre des membres de l'Asadho-Katanga.

En vous remerciant par avance, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à notre engagement en faveur de l'environnement et de la Démocratie.

NOM-Prénom :

Code Postal - Commune :

Pays :

Hors-courrier - Rappels :

RD Congo : une ONG dénonce l'exploitation illicite d'une mine d'uranium

AFP - 15.07.09 - Une ONG de défense des droits de l'homme en RD Congo juge "dangereuse pour la santé publique" l'exploitation illégale de la mine d'uranium de Shinkolobwe au Katanga (sud-est), interdite à toute activité minière depuis 2004. Dans un rapport dont l'AFP a obtenu copie mercredi, l'ONG Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) dénonce "le rôle joué par certaines institutions étatiques" dans l'exploitation de la mine, notamment les services "de renseignements militaires, le Parquet militaire, la police des mines et des hydrocarbures" et certaines autorités locales.

"Ils profitent individuellement de ce trafic illicite et dangereux en extorquant, en érigeant des barrières illégales (...) et en détournant les minerais à l'état brut, supposés uranifères, saisis", affirme l'ONG. Riche en uranium et en cuivre, la mine de Shinkolobwe a été fermée après un éboulement en 2004. A l'époque, une mission de l'ONU "avait constaté des risques importants liés à de possibles éboulements ainsi qu'à une potentielle exposition chronique à la radioactivité ionisante", rappelle le rapport. "Le gouvernement n'a jamais pris de dispositions utiles et durables" après la fermeture, regrette l'ONG.

Shinkolobwe est l'une des plus vieilles mines d'uranium au monde, dont les ressources avaient servi à

fabriquer la bombe d'Hiroshima. Elle pourrait être à nouveau exploitée par le groupe nucléaire français Areva, dans le cadre d'un accord signé en mars par sa présidente, Anne Lauvergeon, avec le ministre congolais des Mines, portant sur la recherche et l'exploitation de futures mines d'uranium sur tout le territoire de l'ancien Zaïre. Cet accord, signé en marge d'une visite-éclair du président français Nicolas Sarkozy à Kinshasa, vise à recenser l'ensemble des relevés géologiques existants et à les compiler pour définir les zones prometteuses et lancer des campagnes d'exploration.

Uranium : le président d'une ONG congolaise arrêté à Lubumbashi

AFP - 26 juillet 2009 - LUBUMBASHI (RD Congo) - Le président d'une ONG de défense des droits de l'Homme en RD Congo a été arrêté à Lubumbashi après la publication d'un rapport dénonçant l'exploitation illégale d'une mine d'uranium au Katanga (sud-est), a-t-on appris dimanche auprès de l'ONG. Golden Misabiko, président de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) au Katanga, a été arrêté vendredi par des membres de l'Agence nationale de renseignements (ANR) et transféré samedi au palais de justice de Lubumbashi où il était toujours détenu dimanche.

Dans un rapport récent, l'Asadho dénonçait "le rôle joué par certaines institutions étatiques" dans l'exploitation de la mine de Shinkolobwe au Katanga (sud-est), pourtant interdite à toute activité minière depuis 2004. Le document citait notamment les services "de renseignements militaires, le parquet militaire, la police des mines et des hydrocarbures" et certaines autorités locales.

"Selon le procès verbal d'audition (du président par l'ANR) il est écrit que nous avons porté atteinte à la sûreté de l'Etat, et que nous avons tenu des propos diffamatoires", a expliqué à l'AFP Thimothée Mbuya, vice-président de l'association, arrêté lui aussi vendredi mais relâché samedi. "C'est une campagne de dénigrement contre les défenseurs des droits de l'Homme, on veut nous intimider, nous empêcher de faire notre travail", a-t-il estimé. Les ressources de la mine de Shinkolobwe, riche en uranium et en cuivre, avaient servi à fabriquer la bombe d'Hiroshima.

Elle a été fermée en 2004 après un éboulement. A l'époque, une mission de l'ONU "avait constaté des risques importants liés à de possibles éboulements ainsi qu'à une potentielle exposition chronique à la radioactivité ionisante", selon le rapport de l'Adasho. Cette mine pourrait être à nouveau exploitée par le groupe nucléaire français Areva, dans le cadre d'un accord signé en mars par sa présidente, Anne Lauvergeon, avec le ministre congolais des Mines, portant sur la recherche et l'exploitation de futures mines d'uranium sur tout le territoire de l'ancien Zaïre.